2me Circonscription

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

Ligue Communiste Révolutionnaire

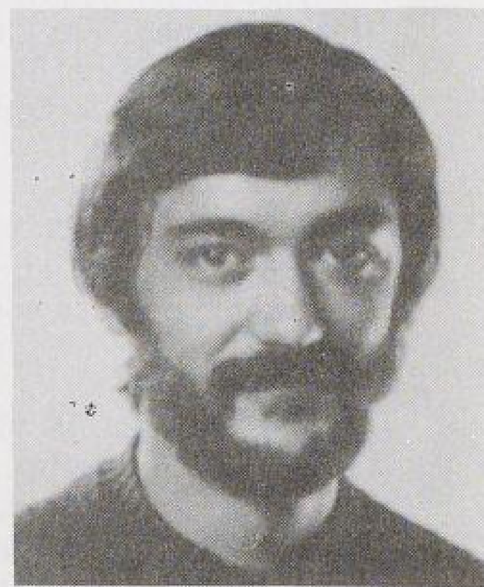


Martine BRUNEL-NICOL

25 ans, née dans le Lézignanais
à Conilhac-Corbières
Assistante Sociale
dans l'Enfance Inadaptée
Militante syndicaliste
et Militante féministe

André BONNET

25 ans, électro-mécanicien en chômage, licencié d'une petite entreprise



La hantise des licenciements, des accidents de travail, de la maladie, des impôts trop lourds. Le cauchemar du chômage, la crainte de devoir s'endetter un peu plus au Crédit agricole ou abandonner le travail de la terre.

Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, interdites d'emploi et d'indépendance, trop souvent méprisées, victimes d'agression et de viol.

Les jeunes étouffés à l'école, l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité et à la course du fric. Les Handicapés, les malades, les vieux isolés, oubliés.

Les travailleurs immigrés, surexpolitisés sans aucun droit politique, à la merci d'une expulsion dès que les patrons n'ont plus besoin d'eux.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir et sans droit de regarder la production, les conditions de travail et le cadre de vie.

Dans ce pays qui a crié si fort le 29 Avril 76 son envie de vivre et de décider lui-même son avenir, un peuple tout entier opprimé, exproprié de ses richesses naturelles et culturelles.

Cette grande misère, c'est ce que la Droite appelle « le bon choix ».

Au premier tour, vous ne lui donnerez pas une voix ; au second tour, vous voterez sans marchandage, pour le candidat le mieux placé du parti qui se réclame des travailleurs. Car, si ces élections ne peuvent pas changer la vie, elles peuvent permettre de chasser la Droite : c'est une occasion à ne pas manquer et qu'on a trop attendu depuis 20 ans.

AU PREMIER TOUR, VOUS VOTEREZ POUR VOS REVENDICATIONS, CONTRE TOUTE AUSTERITE, CONTRE LES FAUSSES DIVISIONS ET LES VRAIES COMPROMISSIONS, POUR L'UNITE OUVRIERE, POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA VIGNE.

Allez-vous cautionner MITTERRAND qui explique qu'il faut « gérer la crise », que « les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices » et qui fait déjà cadeau de 27 milliards aux patrons pour compenser la fixation du S.M.I.G. à 2.400 F. ?

Croirez-vous à l'intransigeance de MARCHAIS qui attaque violemment le P.S. et ne dit mot sur l'Espagne et l'Italie, où les P.C. soutiennent activement les politiques d'austérité ? Le croirez-vous, quand il dit être le seul à s'opposer à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun Agricole alors qu'au même moment le P.C. Espagnol se bat pour le contraire et qu'il a des chances de l'obtenir ?

Mitterrand et Marchais ont promis, tous les deux, le SMIG à 2.400 F. mais ils ont refusé de s'engager sur *l'échelle mobile des salaires et des retraites.* Ils promettent de diminuer progressivement le chômage mais ne s'engagent pas à réduire *immédiatement la semaine de travail à 35 heures,* ce qui voudrait dire du travail pour toutes et tous, et un peu de temps pour vivre.

Enfin, le P.S. et le P.C. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la Droite et de tourner chacun le dos au Socialisme. Chacun dit que c'est faux.

Le P.S. pactise avec les notables radicaux de gauche, champions de la « liberté d'entreprendre » qui n'est que « la liberté d'exploiter » (cf exemple de Sète où le P.S. s'est effacé de lui-même devant un radical dit de gauche). Le P.C. « se désiste » au 1er tour sans condition pour les gaullistes dits de progrès qui, pendant 20 ans, n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs (cf circonscription de Nice où le P.C. s'est désisté au 1er tour pour le Général Binoche, gaulliste de progrès).

En réalité, MITTERRAND et MARCHAIS ne cessent de se quereller mais ils sont d'accord pour garder GISCARD en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confèrent la Constitution de 58, née d'un coup d'état gaulliste.

ALORS LE 12 MARS VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT.

Aujourd'hui, les travailleurs et les travailleuses n'ont aucun pouvoir de décision à l'usine, dans la cité, dans la région. *Changer la Vie, c'est conquérir le Pouvoir.*

■ Or, comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité, si l'avortement n'est pas réellement libre et gratuit ?

■ Comment la vie peut-elle changer pour les soldats, si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas le droit démocratique, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

■ Comment la vie peut-elle changer, pour les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de veto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène et la sécurité, s'ils n'ont pas les moyens de contrôler la pollution, de faire respecter les équilibres écologiques, de contrôler les projets d'urbanisme ?

■ Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés, et le racisme disparaître s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français ?

■ Comment la vie peut-elle changer pour ceux des viticulteurs exploités et écrasés par le négoce et le marché commun capitaliste, s'il ne leur est pas reconnu un revenu minimum garanti par canton de production et par un prix plancher du vin (base 15 F le degré hecto), s'ils n'ont pas un droit de veto à l'office du vin, si des offices fonciers communaux et régionaux ne sont pas créés pour éviter la spoliation des terres ?

■ Comment la vie peut-elle changer pour les Jeunes, si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leur droit à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

■ Comment la vie peut-elle changer si l'on conserve la force de frappe, le programme électro-nucléaire ?

■ Bref, comment la vie peut-elle changer si l'on ne peut vivre et décider au pays, si l'on n'élit pas tout de suite une *Assemblée Régionale* au suffrage universel direct et à la proportionnelle, avec un droit de s'opposer à tout ce qui met en cause l'emploi, le mode et le cadre de vie des travailleurs de la région ? Cette assemblée sera-t-elle différente des actuelles assemblées bidons, si ses élus ne sont pas constamment révocables par les cantons, s'ils peuvent continuer à cumuler les mandats ? Comment la vie changera si nous n'avons pas une assemblée souveraine et unique, *exprimant les volontés des travailleurs,* si nous conservons le Comité Economique et Social, le Préfet, la Mission Régionale et la D.A.T.A.R. ?

■ Comment la vie peut-elle changer si nous laissons les notables de Gauche, de concert avec le Pouvoir, déménager le pays, saccager le littoral, développer l'arrière pays, faire de l'Occitanie le bronze-cul de l'Europe, si nous nous contentons d'une simple décentralisation, si l'assemblée régionale ne peut pas s'opposer à la création de sites nucléaires qui seraient « or de la compétence et d'intérêt national » ?

■ La vie changera-t-elle si les militants de la langue et de la culture occitane, si le jeune théâtre régional n'ont pas les moyens de travailler au pays, si l'occitan n'a pas droit de cité dès l'école maternelle ?

■ Quel changement si l'on ne reconnait pas la nécessité de *l'Autonomie Socialiste,* et le droit d'autodétermination pour les TOM, DOM, comme pour tous les pays opprimés de l'hexagone ?

Ces questions, si vous les avez posées au P.S. et au P.C., elles auront reçu des réponses négatives ou pas de réponse du tout. P.S. et P.C. ont polémiqué sur les filiales ; mais dans tous les cas, 85% de la production échapperont au secteur public, c'est-à-dire que l'économie sera toujours régie par le marché et le profit. D'ailleurs, Marchais et Mitterrand sont d'accord pour dire : « *Nous ne proposons pas le Socialisme* ». Nous disons, nous, le contraire : Pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur l'initiative et le contrôle des travailleurs, nationaliser (sans indemnité pour les riches) tous les secteurs clés de l'Economie ; il faut planifier la production selon les besoins des Travailleurs, marcher vers l'autogestion socialiste et l'autonomie socialiste des pays. C'est cette voie que certaines mesures permettraient d'ouvrir.

C'est cette voie que devrait prendre un gouvernement du P.S. et du P.C., rompant avec Giscard et la Constitution, satisfaisant les revendications des travailleurs.

Le 12 MARS, VOUS VOTEREZ REVOLUTIONNAIRE, VOUS VOTEREZ POUR LE SOCIALISME, POUR VIVRE ET DECIDER AU PAYS. VOUS DONNEREZ UN AVERTISSEMENT AU P.S. ET AU P.C. QUI NE VEULENT PAS S'ENGAGER SUR CETTE VOIE.

LE 12 MARS, VOUS VOTEREZ POUR

Martine BRUNEL-NICOL

et André BONNET

Candidats de la **L. C. R.,**

pour le Socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs.

Vu les candidats.

S.O.I - (11) SALLES-D'AUDE